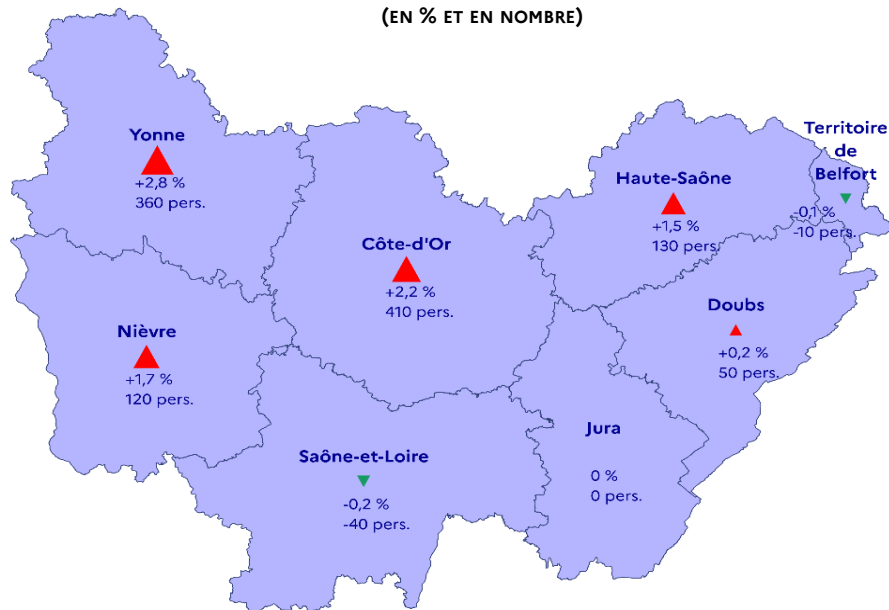


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2025 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 1,6 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **8 490** (0,0 % sur un trim.)
Cat. B, C : **8 500** (- 0,9 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **16 990** (- 0,5 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E : **19 100** (0,0 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : **455**
Cat. G : **2 338**

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,6 % au 2^{ème} trimestre 2025
+ **0,1 pt** par rapport au 1^{er} Trim. 2025
(France métropolitaine : 7,3 % ; 0,0 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

87 480 au 2^{ème} trimestre 2025
+ **0,1 %** par rapport au 1^{er} Trim. 2025

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 070 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2025
- **4,9 %** par rapport au 1^{er} Trim. 2025

Au deuxième trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) dans le Jura est relativement stable par rapport au 1^{er} trimestre 2025 (+0,1 %), soit 40 emplois supplémentaires. Hors intérim, certains secteurs créent des emplois, notamment les services marchands (+1,4 %), portés par les services aux entreprises (+2,2 %) et aux ménages (+1,1 %). L'agriculture affiche également une évolution favorable (+0,8 %). Du côté des services non marchands, principaux pourvoyeurs d'emplois du département, la situation reste globalement stable (-0,1 %). Dans l'industrie, les pertes ralentissent. En revanche, la construction continue de rencontrer des difficultés avec une baisse notable de 0,3 %. Après trois trimestres de hausses consécutives, le commerce enregistre d'importantes pertes (-1 %). La demande d'intérim continue de reculer dans l'ensemble des secteurs. Le recours à l'activité partielle se maintient par rapport au début d'année. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA augmente de 5,6 % sur un an, soit 190 foyers supplémentaires.

Au troisième trimestre 2025

Le volume d'heures alloué à l'activité partielle tend à diminuer par rapport au deuxième trimestre. Sur un an, les défaillances d'entreprises sont en baisse menaçant près de 240 emplois. En parallèle, les créations d'entreprises avoisinent leur niveau d'il y a un an, avec près de 250 nouveaux entrepreneurs recensés (hors micro-entrepreneurs). Sur le marché du travail, la demande d'emploi de catégories A, B et C recule (-0,5 %), principalement en raison du recul des inscrits déclarant une activité réduite. Cette évolution ne traduit pas nécessairement une amélioration de la situation du marché du travail car elle peut résulter de changements dans les règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)
Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

3^{ème} Trimestre 2025

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T3 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	8 490	0,0	+7,1
Catégories B, C	8 500	-0,9	0,0
Catégories A, B, C	16 990	-0,5	+3,5
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	109 260	+0,9	+6,7
Catégories B, C	96 020	+0,7	+2,2
Catégories A, B, C	205 270	+0,8	+4,5
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	169 150	+0,3	+2,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

- Cat. A :** personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. B :** personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. C :** personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Non tenus de rechercher un emploi

	T3 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	1 090	+12,4	-2,7
Catégorie E	1 020	-3,8	-13,6
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	455	/	/
Catégorie G	2 338	/	/
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	13 690	+6,2	+3,1
Catégorie E	12 640	+2,0	-3,1
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	10 907	/	/
Catégorie G	24 465	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

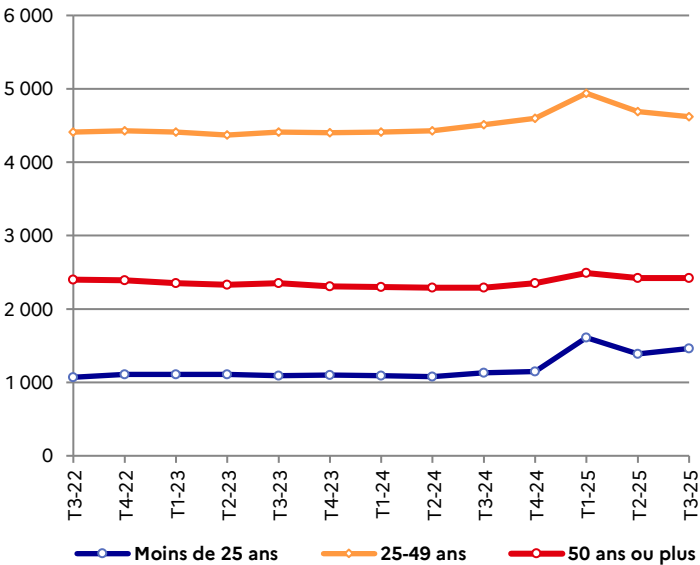
- Cat. D :** personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).
- Cat. E :** personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).
- Cat. F :** personne en accompagnement social.
- Cat. G :** regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	Jura		BFC	
	T3 2025	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	4 480	0,0	+0,9	+6,7
< 25 ans	790	+6,8	+6,9	+27,5
25 - 49 ans	2 410	-1,6	-0,4	+3,7
50 ans ou plus	1 280	-0,8	-0,1	+2,0
Femmes	4 010	0,0	+1,0	+6,6
< 25 ans	670	+4,7	+4,2	+26,3
25 - 49 ans	2 200	-1,8	+0,6	+3,9
50 ans ou plus	1 140	+0,9	-0,2	+2,4
Total	8 490	0,0	+0,9	+6,7
< 25 ans	1 460	+5,0	+5,6	+26,9
25 - 49 ans	4 620	-1,5	+0,1	+3,8
50 ans ou plus	2 420	0,0	-0,1	+2,2

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Inscrits en catégorie A par âge



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T3	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	8 300	-0,6	+4,1	+1,0	+5,5
< 25 ans	1 320	+2,3	+18,9	+4,2	+19,2
25 - 49 ans	4 740	-1,5	+2,2	+0,5	+3,6
50 ans et plus	2 230	-0,9	+0,9	+0,5	+2,3
Femmes	8 700	-0,2	+3,0	+0,6	+3,6
< 25 ans	1 160	+1,8	+19,6	+2,1	+16,4
25 - 49 ans	4 920	-1,6	0,0	+0,3	+2,1
50 ans et plus	2 620	+1,6	+2,3	+0,4	+1,1
Total	16 990	-0,5	+3,5	+0,8	+4,5
< 25 ans	2 480	+2,1	+19,2	+3,2	+17,9
25 - 49 ans	9 670	-1,4	+1,2	+0,4	+2,9
50 ans et plus	4 850	+0,4	+1,5	+0,5	+1,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T3	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	9 750	-1,5	+2,8	+0,1	+3,5
DELD :					
1 à 2 ans	3 480	+2,4	+8,7	+2,6	+9,5
2 à 3 ans	1 490	-1,3	-1,3	+1,0	+7,4
3 ans et plus	2 270	+0,4	+1,3	+0,9	+0,4
Total DELD	7 240	+1,0	+4,2	+1,7	+5,8
Part des DELD	42,6%	+0,6 pt	+0,3 pt	+0,4 pt	+0,6 pt

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T3	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	357	-108	-23,2	-972	-20,8
Fin de mission d'intérim	106	-79	-42,6	-686	-40,7
Démission	92	-33	-26,3	-287	-22,4
Rupture conventionnelle	114	-16	-12,6	-157	-12,1
Licenc. économique	34	-3	-8,0	-45	-10,0
Autre licenciement	116	-16	-11,9	-153	-12,1
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	117	+20	+21,0	+101	+8,0
Retour d'inactivité ⁽²⁾	253	-80	-24,0	-535	-14,1
Réinscription rapide ⁽³⁾	246	-10	-3,8	-639	-17,6
Autres motifs ⁽⁴⁾	688	+588	+585,7	+9 415	+635,7
Motif indéterminé	293	+155	+112,0	+1 714	+96,7
Total	2 417	+419	+21,0	+7 755	+34,3

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T3	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	228	0	0,0	+71	+2,9
Entrée en stage ou formation	206	-13	-5,9	-55	-2,4
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	183	+20	+12,3	+49	+2,7
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	1 280	+463	+56,7	+7 750	+80,6
Radiation administrative	12	-141	-92,4	-1 838	-95,0
Autre cas ⁽³⁾	220	+69	+45,6	+1 034	+57,2
Total	2 130	+398	+23,0	+7 012	+35,3

- (1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
- (2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
- (3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Les inscrits à France Travail par CLPE*

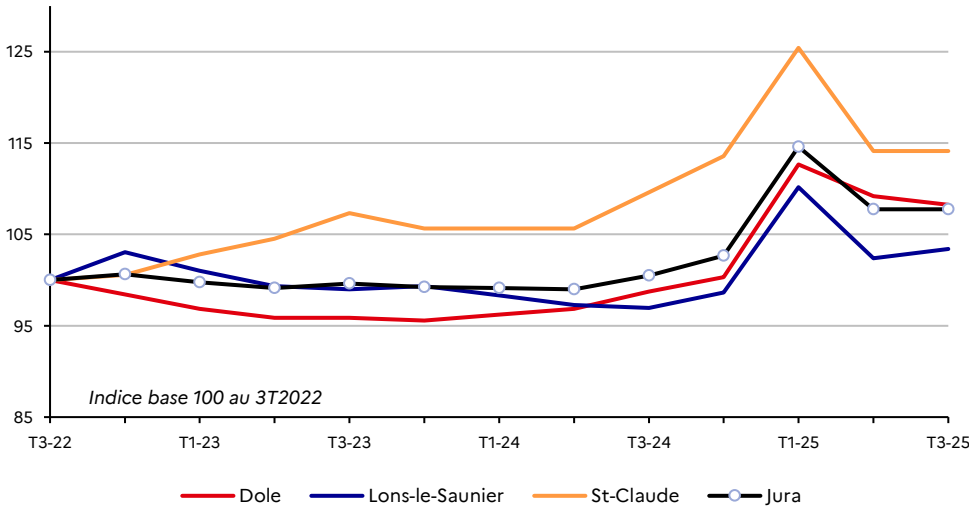
* CLPE : Comité Local Pour l'Emploi

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO	Catégorie A	T3 2025	Var. (en %) sur		Part (en %) des		
			1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors
	Dole	3 420	-0,9	+9,6	48,3	18,1	28,4
	Lons-le-Saunier	3 050	+1,0	+6,6	47,5	17,1	28,9
	Saint-Claude	2 020	0,0	+4,1	45,1	15,4	28,2
	Jura	8 490	0,0	+7,1	47,2	17,2	28,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.
Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des inscrits de Cat. A (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

Données CVS-CJO	Catégories A, B, C	T3 2025	Var. (en %) sur		Plus de un an		
			1 Trim.	1 an	T3 2025	Var. (en %) sur	
						1 Trim.	1 an
	Dole	6 920	-0,4	+4,2	3 070	+1,3	+4,8
	Lons-le-Saunier	6 260	-0,6	+3,1	2 530	-0,8	+2,0
	Saint-Claude	3 810	-0,3	+2,7	1 640	+2,5	+6,5
	Jura	16 990	-0,5	+3,5	7 240	+1,0	+4,2

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
820	+3,8	790	-7,1
840	-1,2	840	-4,5
450	+9,8	410	-14,6
2 110	+2,9	2 040	-7,7

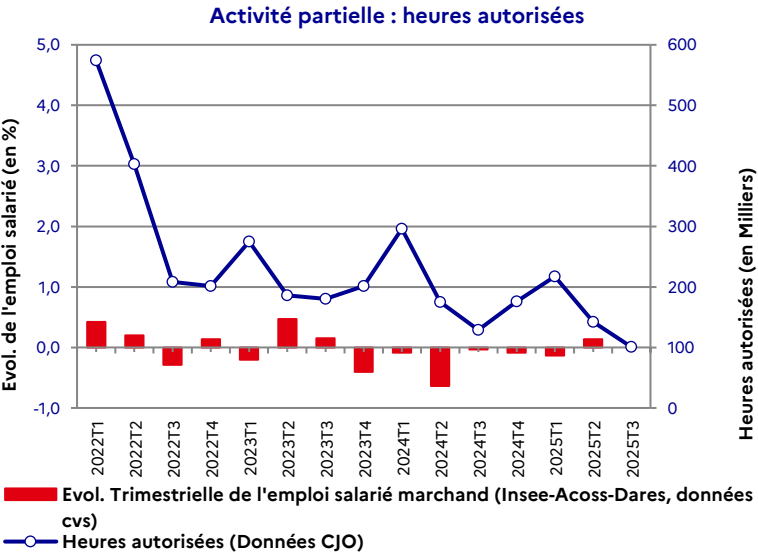
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares. Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :
La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2026.
Les données ici présentes portent sur le périmètre géographique des Comités Locaux Pour l'Emploi instaurés par la loi pour le plein emploi depuis janvier 2025. Les comités définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Activité partielle

Données CJO*		Jura	
Heures autorisées		T2 2025	T3 2025
Nombre de demandes en cours		72	60
Volume d'heures autorisées		142 037	100 812
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		123 253	85 112
Construction		3 154	2 877
Commerce		583	23
Services		15 047	12 800
Etablissements autorisés		58	42
dont :	étabs de 50 sal. et plus	7	4
Nombre de salariés concernés**		809	591
Total heures autorisées 12 mois glissés		664 587	636 225

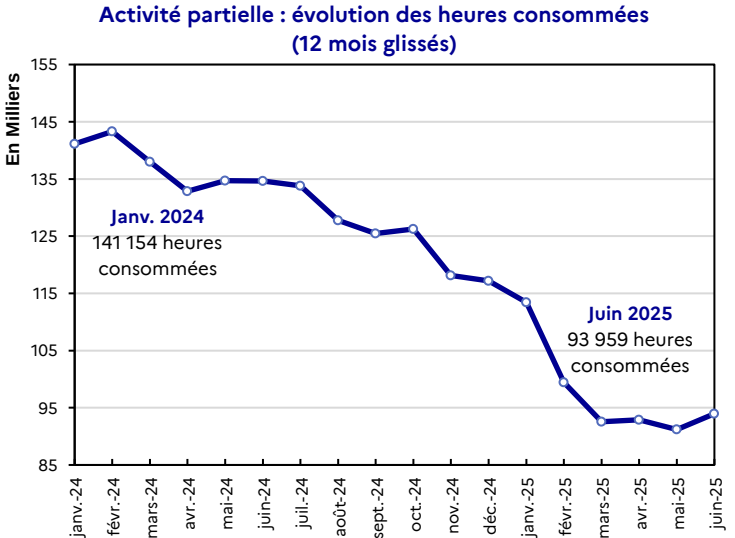
Source : DARES/Dreets BFC
* corrigées des effets des jours ouvrables
** en moyenne sur le trimestre



Données brutes		Jura	
Heures consommées		T1 2025	T2 2025
Nombre d'heures consommées*		33 031	29 577
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		24 359	18 615
Construction		2 131	1 231
Commerce		534	573
Services		6 008	9 158
États ayant consommé des heures		38	41
dont :	états de 50 sal. et plus	4	3
Nombre de salariés concernés**		268	270
Total heures consommées 12 mois glissés		92 568	93 959

Source : DARES/Dreets BFC
* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.
** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes		Jura	
Créations d'entreprises		T3 2025	Evol./T3 2024
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		817	+10,1
dont :			
Entreprises individuelles		98	0,0
Micro-entrepreneurs		571	+17,0
Sociétés		148	-5,1
Cumul sur 12 mois glissés		3 025	+0,4
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		246	-3,1
Cumul sur 12 mois glissés		984	-10,0

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :
Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.
Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Jura	
Ouvertures de procédures		T3 2025	Evol./T3 2024
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		45	-13,8
dont :			
Redressements judiciaires		17	+21,4
Liquidations judiciaires directes		27	-32,5
Nombre d'emplois menacés		239	+132,0
dont :			
Agriculture		s	s
Industrie		87	+97,7
Construction		32	+45,5
Commerce		40	+185,7
Services		78	+239,1
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		200	-2,9

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE
s : secret statistique
ns : non significatif

Effectifs salariés par secteur d'activité

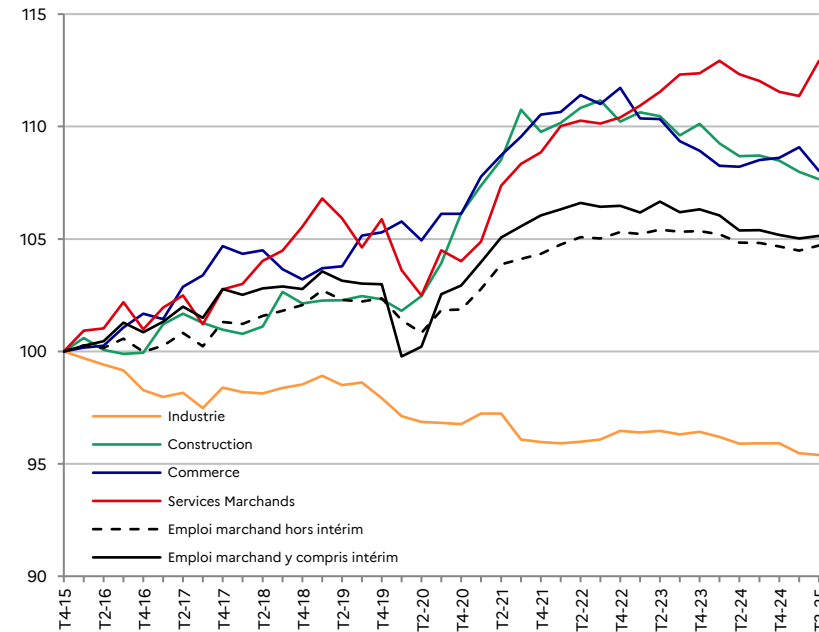
Avertissement :
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note-methodo_mai_2022.pdf

Jura 2 ^{ème} trimestre 2025 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	1 870	+20	+0,8	+60	+3,1	1 880	+20	+0,8	+60	+3,3
Industrie	18 930	-10	-0,1	-100	-0,5	20 720	-20	-0,1	-120	-0,6
Industrie agro-alimentaire	4 180	-10	-0,1	0	-0,0	4 610	-10	-0,2	-10	-0,2
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 400	+10	+0,9	+60	+4,4	1 480	+10	+0,7	+80	+5,6
Equipements élec. électron. info., autres machines	1 060	0	-0,1	-20	-2,1	1 160	+10	+0,7	-70	-5,5
Matériels de transport	850	-10	-1,5	-20	-2,2	980	0	-0,1	-30	-2,9
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	11 440	-10	-0,1	-120	-1,0	12 490	-30	-0,2	-90	-0,8
Construction	5 390	-20	-0,3	-50	-0,9	5 650	-30	-0,6	-70	-1,3
Commerce ; réparation auto.	11 330	-110	-1,0	-20	-0,2	11 500	-110	-1,0	-30	-0,3
Services marchands	18 600	+260	+1,4	+100	+0,5	19 240	+240	+1,3	+90	+0,5
Transports et entreposage	4 080	+70	+1,9	+60	+1,4	4 300	+70	+1,8	+30	+0,6
Hébergement et restauration	3 160	+40	+1,4	+80	+2,6	3 180	+40	+1,4	+80	+2,6
Information et communication	370	-10	-3,7	-20	-6,1	370	-10	-3,8	-20	-5,8
Services financiers	1 580	-20	-1,0	-60	-3,9	1 580	-20	-1,0	-60	-3,9
Services immobiliers	460	+10	+2,8	-30	-6,2	460	+10	+2,8	-30	-5,6
Services aux entreprises	5 540	+120	+2,2	+50	+0,9	5 940	+110	+1,8	+70	+1,2
Services aux ménages	3 410	+40	+1,1	+30	+1,0	3 410	+40	+1,0	+30	+0,8
Services non marchands	28 410	-30	-0,1	-130	-0,4	28 490	-50	-0,2	-120	-0,4
Ensemble	84 530	+100	+0,1	-140	-0,2	87 480	+40	+0,1	-200	-0,2

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
Traitement : Dreets BFC- SESE
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

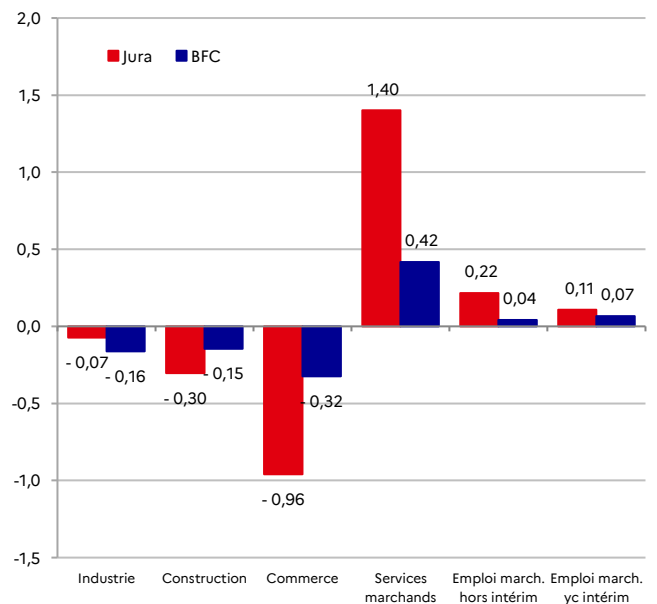
Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

● dans les secteurs d'activité du département
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans le département et au niveau régional
(entre le 1^{er} et le 2^{ème} trim. 2025 , en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 2 ^{ème} trimestre 2025 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	.	.	.	0,2	+0,1	.	.	.	4,3	+2,7
Industrie	1 820	-1,0	-0,6	8,8	-0,0	1 830	0,0	+1,1	2,4	-0,1
Construction	350	-15,8	-23,8	6,1	-1,7	340	-20,9	-22,7	2,7	0,0
Commerce	190	-5,6	-15,7	1,7	-0,3	200	+11,1	-23,1	1,3	-0,1
Services	710	-8,1	-7,3	3,7	-0,3	750	-3,8	-9,6	1,1	-0,2
Ensemble	3 070	-4,9	-6,4	5,2	-0,3	3 120	-2,8	-6,6	1,9	-0,1

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

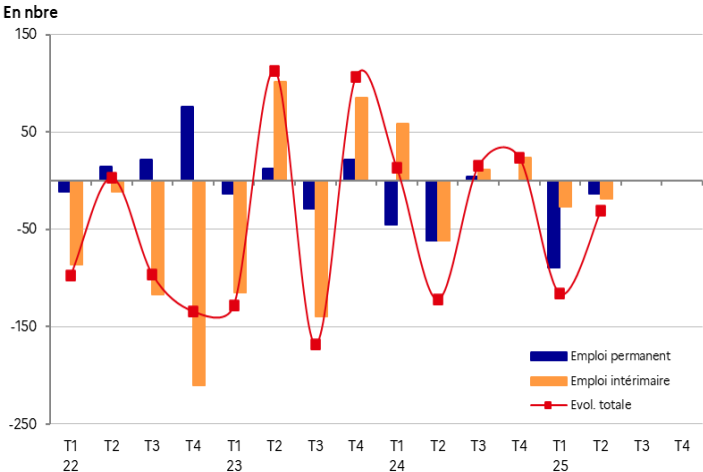
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

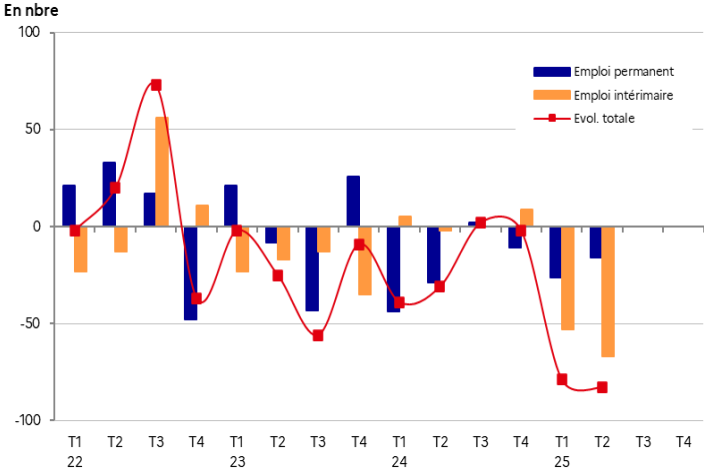
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Travail Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

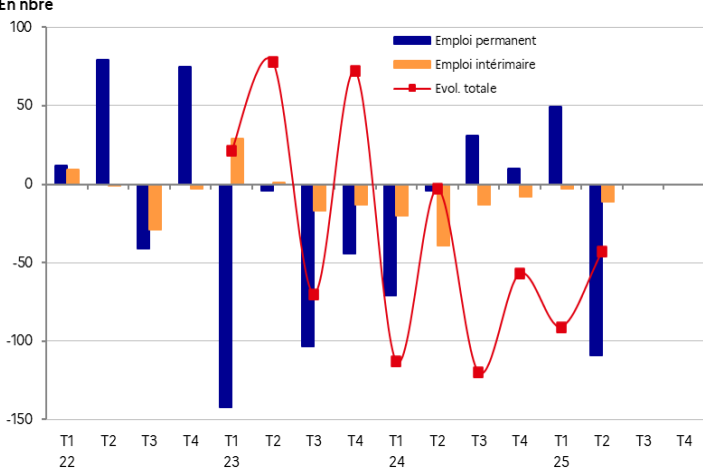
Industrie



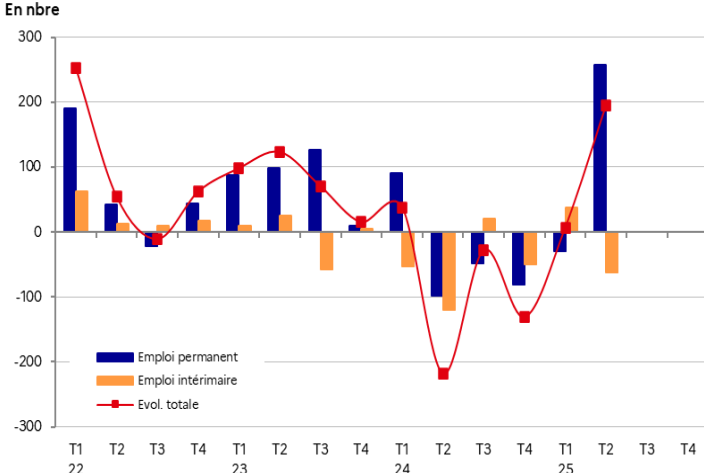
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Jura	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2 ^{ème} trimestre 2025					
Embauches	1 047	386	1 869	11 686	14 988
Répartition en %	7,0	2,6	12,5	78,0	100,0
dont en % :					
CDD	51,0	58,8	67,6	89,4	83,2
< 25 ans	37,0	32,6	58,8	30,4	34,5
25 - 49 ans	45,8	50,3	29,6	41,9	40,8
50 - 54 ans	7,4	5,2	3,9	8,2	7,5
55 ans ou plus	9,0	10,4	7,3	18,5	16,2
Femmes	44,7	9,3	55,6	62,6	59,1
Sorties	1 029	395	1 715	10 911	14 050
Répartition en %	6,9	2,6	11,4	72,8	100,0
dont en % :					
Fins de CDD	28,3	34,7	45,7	83,0	73,0
dont CDD < 1 mois	47,1	37,2	65,9	89,9	86,1
Démissions	23,8	28,4	22,5	7,0	10,8
Licenciements économiques	4,8	2,5	0,7	0,4	0,8
Licenc. non économiques	12,1	10,6	11,2	3,0	4,9
Retraite	9,9	4,1	2,4	1,1	2,0
Ruptures Conventionnelles	6,5	10,6	5,0	1,1	2,3
< 25 ans	27,3	28,4	48,9	27,1	29,8
25 - 49 ans	39,9	48,6	34,6	43,0	41,9
50 - 54 ans	8,6	4,8	4,4	8,5	7,9
55 ans ou plus	23,3	15,4	11,8	20,5	19,5
Femmes	42,5	10,9	53,5	63,6	59,4

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 2ème trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 51 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 4,8 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,8 % tous secteurs confondus.

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

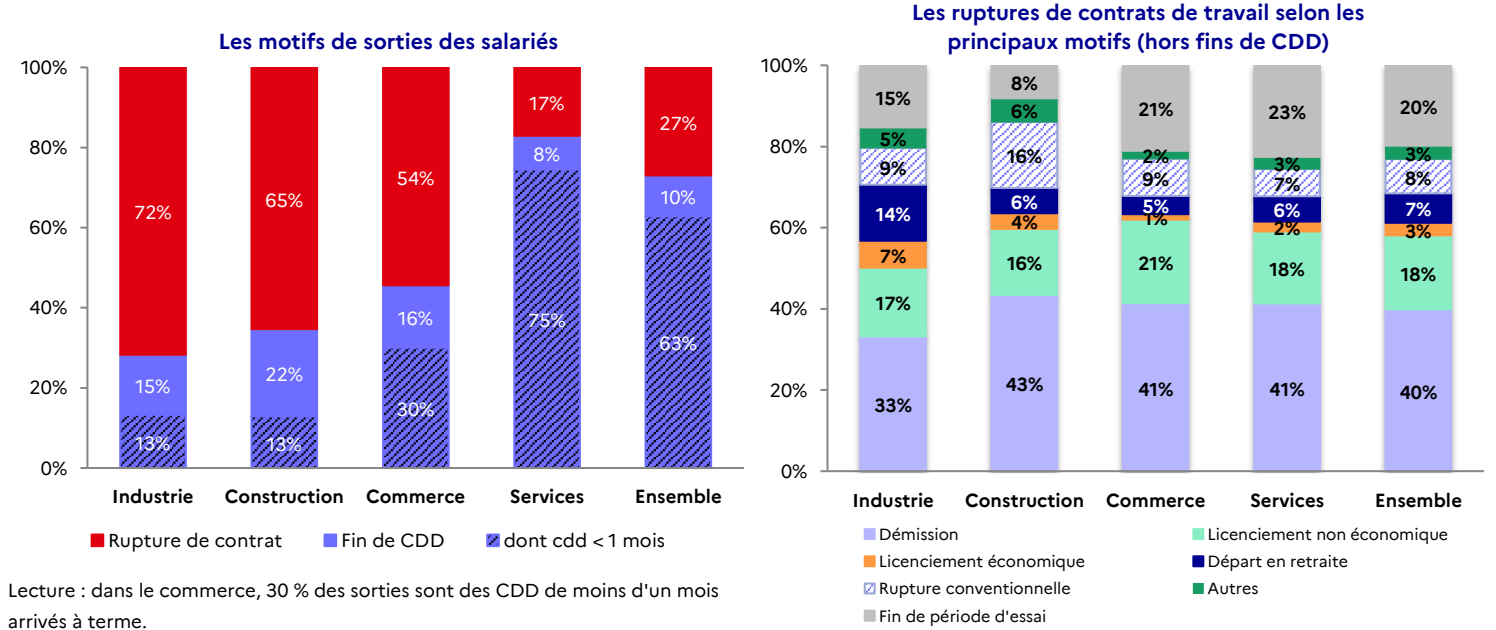
Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs,

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>



Lecture : dans le commerce, 30 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Lecture : dans l'industrie, 33 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Jura	< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2 ^{ème} trimestre 2025						
Actifs en emploi (en %)	10,9	55,7	14,4	19,1	52,5	29,3
Embauches	5 169	6 118	1 130	2 429	8 865	3 115
dont en % : CDD	87,2	77,2	81,3	90,8	87,1	90,0
Sorties	4 191	5 883	1 109	2 746	8 342	2 543
dont en % :						
Fins de CDD	76,0	68,8	74,9	76,8	79,3	81,1
dont CDD < 1 mois	84,5	85,1	89,0	89,9	88,1	86,9
Démissions	10,2	14,3	9,4	4,2	8,6	8,6
Licenciements économiques	0,1	0,9	1,7	1,5	0,6	0,0
Licenc. non économiques	6,1	5,3	4,7	2,5	3,2	3,9
Retraite	0,0	0,0	0,1	10,0	1,4	0,0
Ruptures Conventionnelles	0,9	3,5	2,9	1,6	1,9	0,6

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 90,8 % ont signé un CDD.

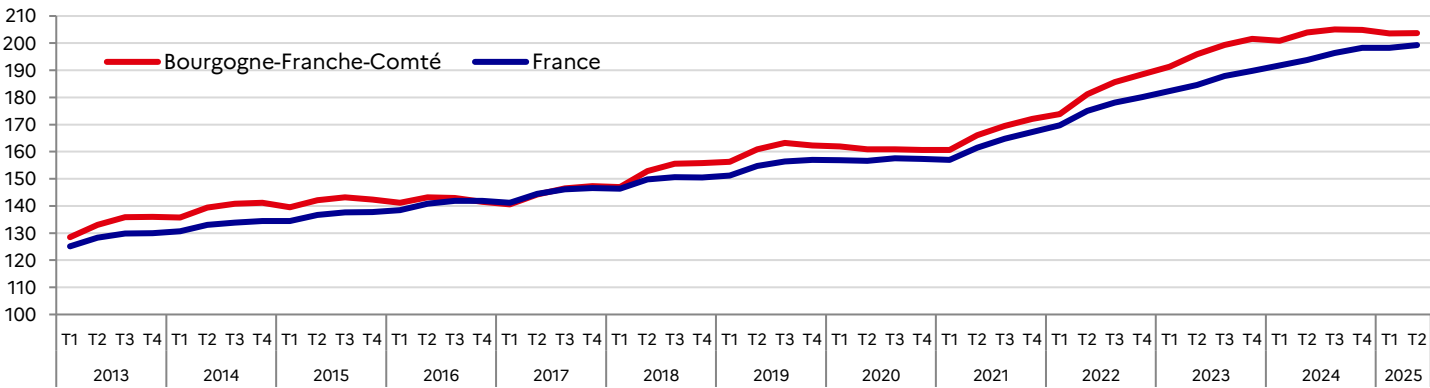
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	224 600	22,7	+0,2	+190	+0,1	248	0,5	-1,2	-5	-2,0
Doubs	230 293	197 160	19,9	-0,1	-1 750	-0,9	33 987	70,8	+0,0	-119	-0,3
Jura	107 034	87 480	8,8	+0,1	-200	-0,2	7 964	16,6	+0,6	+113	+1,4
Nièvre	71 592	63 910	6,4	-0,3	-570	-0,9	25	0,1	+4,2	-1	-3,8
Haute-Saône	93 962	68 340	6,9	+0,2	-810	-1,2	799	1,7	-0,9	-7	-0,9
Saône-et-Loire	214 640	191 910	19,4	+0,3	-1 390	-0,7	255	0,5	+2,4	+12	+4,9
Yonne	128 463	109 750	11,1	+0,5	+190	+0,2	41	0,1	0,0	+7	+20,6
Territoire de Belfort	55 890	48 400	4,9	-0,1	-740	-1,5	4 696	9,8	-0,5	-62	-1,3
BFC	1 130 545	991 550	100,0	+0,1	-5 090	-0,5	48 015	100,0	+0,0	-62	-0,1

Sources : Insee - RP ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

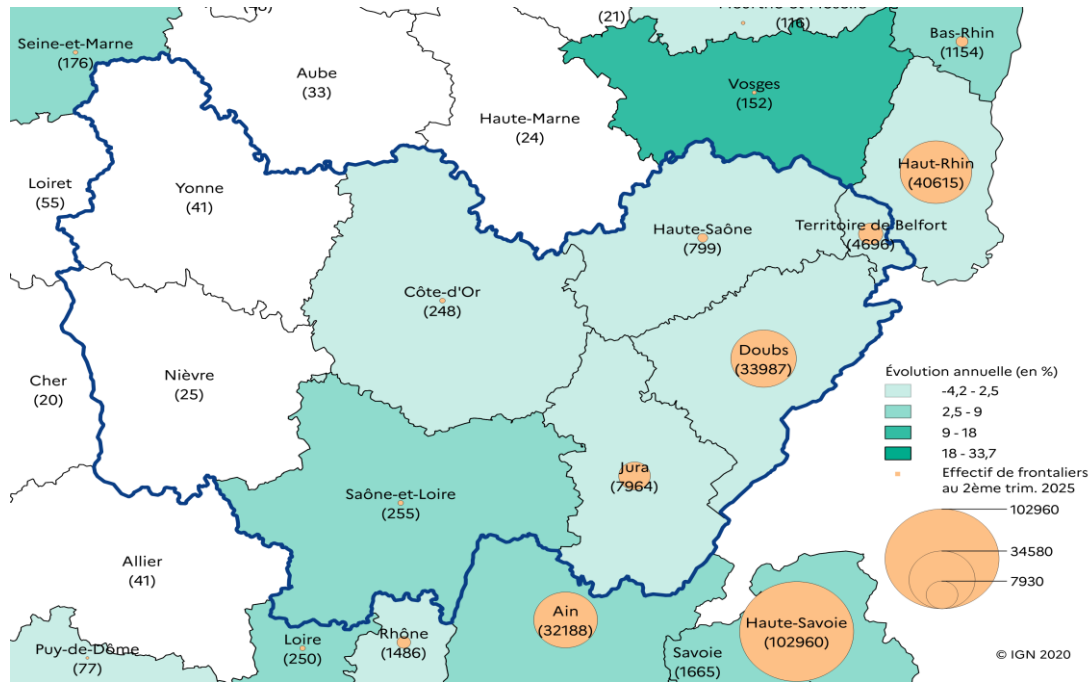
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a diminué de -0,3 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 987 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC
	T3 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 24	Var.(%)/ cumul 2024
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	181	478	+42,7	+17,4
dt résidents QPV	152	169	+231,4	-19,8
CEJ*	168	519	-5,5	-1,0

Données provisoires	Jura			BFC
	T1 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 24	Var.(%)/ cumul 2024
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	36	36	-29,4	-29,8
jeunes	7	7	0,0	-17,3
seniors	16	16	-23,8	-5,1
bénéficiaires RSA	24	24	-20,0	-42,2
DELD	19	19	-24,0	-30,3
TH	6	6	-33,3	-16,5
résidents QPV	5	5	-58,3	-33,3
résidents ZRR	8	8	-38,5	-21,7
éducation nationale	s	s	s	+14,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T 2025)				
- secteur public	s	s	s	-63,2
- secteur privé	65	171	+6,9	+0,8

* Données arrêtées à la semaine 39
s : secret statistique
ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 2024
	2025	2025	
Côte d'Or	271	271	-17,9
Doubs	427	427	-8,4
Jura	259	259	-2,6
Nièvre	185	185	+13,5
Haute-Saône	121	121	-19,9
Saône-et-Loire	416	416	-7,3
Yonne	287	287	-18,2
Territoire de Belfort	125	125	+8,7
BFC	2 091	2 091	-8,7

Sources des tableaux :
Entrées :
PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP
PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP
Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)
IAE : ASP, traitement Dares
Stock :
PEC : DARES
PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté
IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC
	T3 2025	Var.(%)/ T3 2024	Var.(%)/ T3 2024
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	53	-49,2	-58,1
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	535	+6,2	+3,2
CEJ*	257	-22,4	-10,6
IAE (au 1T 2025)	957	+3,4	-3,2

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.
Il est d'usage de distinguer :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2023, la dépense pour l'emploi en France a été de 190 milliards d'euros. Les mesures d'incitation à l'embauche représentent la moitié de la dépense avec 95 Md. Le versement d'allocations chômage et d'activité partielle a représenté 47 Md d'euros. Les dépenses de formation et d'incitation à l'activité ont été respectivement de 29 et 16 Md d'euros.

[Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2023](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2025 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2025)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	10 487	+8,6	39 290	+4,8	9 283	+1,7	1 510	+8,9
Doubs	12 923	+4,5	33 777	+3,6	10 313	-1,4	1 683	+15,0
Jura	3 623	+5,6	15 883	+4,7	5 493	-1,3	610	+7,6
Nièvre	5 777	+1,6	13 750	+2,9	6 533	+0,3	783	+13,0
Haute-Saône	4 050	+2,6	15 060	+1,5	6 047	+0,9	887	+5,1
Saône-et-Loire	9 663	+1,9	37 103	+3,6	12 883	+1,1	1 690	+0,2
Yonne	8 917	+3,0	23 280	+3,4	7 700	-1,7	1 227	+13,2
Territoire de Belfort	4 240	+4,3	9 693	+3,0	2 857	+4,9	663	+13,7
BFC	59 680	+4,2	187 836	+3,7	61 109	+0,3	9 053	+9,0

* Moyenne trimestrielle.

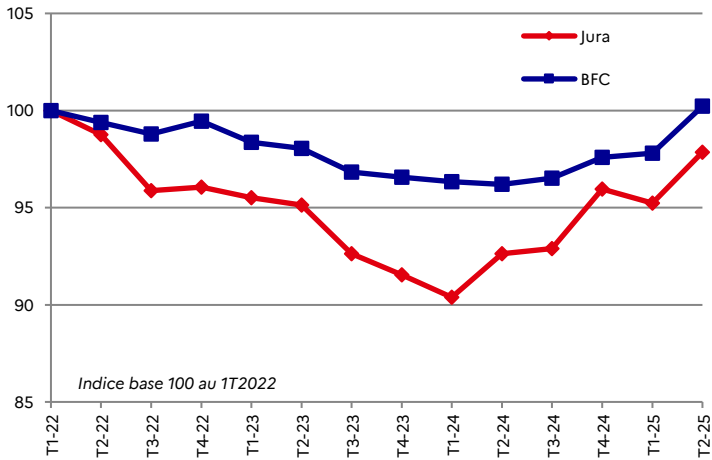
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

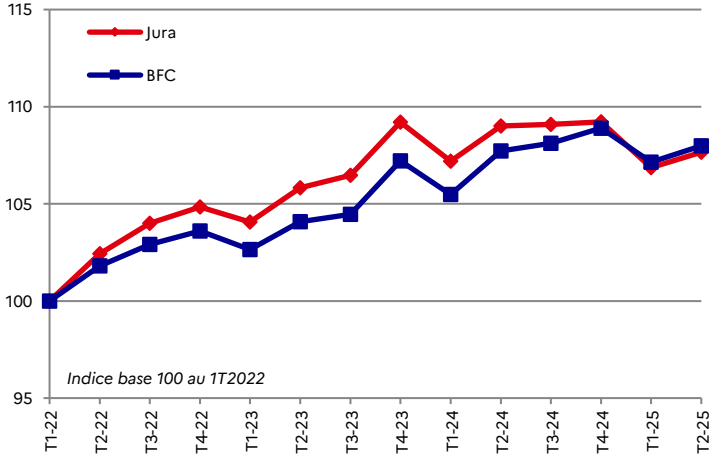
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

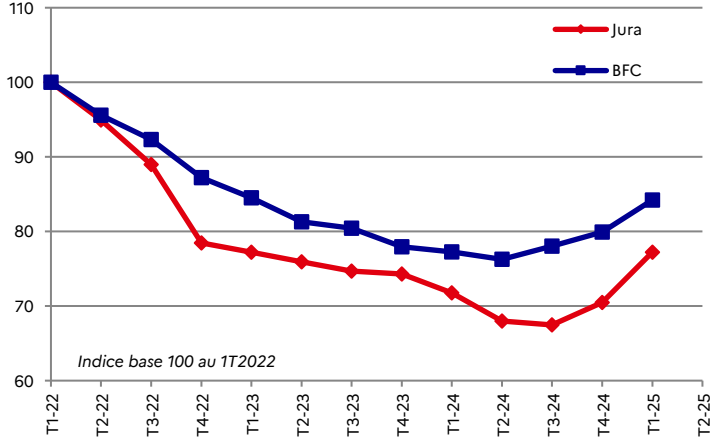
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

